

LA VOIX DES RETRAITÉS

N°15
septembre
2019

SOMMAIRE

- Page 1 : - Editorial
- Page 2 : - Pénurie de médicaments
- Objectif de la réforme des retraites
- Page 3 : - Un ouvrage indispensable
- Traversez la rue, devenez actionnaire
- Transports en commun
- Page 4 : - Le CETA, un danger pour l'environnement
- Coordonnées UFR

EDITORIAL



Le conseil national réuni les tous premiers jours de septembre a exprimé sa volonté d'être sur tous les fronts.

Les dates de mobilisation sont nombreuses face aux multiples attaques portées par le gouvernement.

Du 11 au 27 septembre les salariés, retraités, privés d'emploi, la jeunesse sont appelés à se faire entendre et se retrouver nombreux dans ces actions afin de redonner de l'espoir pour une offensive sociale de haut niveau.

En effet, nous avons toutes et tous le même adversaire, le capital, qui mène une lutte idéologique sans précédent.

Ceux qui sont à son service ont besoin de faire accepter le capitalisme comme le seul système pour dicter la marche du monde. Des propositions sont annoncées mais elles ne remettent en aucun cas sa volonté de domination.

Macron a réaffirmé son ambition de redéfinir le modèle social français et considère que les conditions sont réunies pour mener des réformes encore plus radicales.

La remise en cause des décisions du CNR (conseil national de la résistance), des conquies gagnés grâce à de nombreuses luttes est une volonté du gouvernement libéral, « SI » nous n'y prenons pas garde.

Pour faire reculer ce gouvernement et son donneur d'ordres, le capital, la convergence des luttes est plus que jamais nécessaire pour y parvenir.

Le Conseil National de notre UFR appelle l'ensemble de ses adhérents à participer aux actions prévues et en particulier à celles du 24 septembre et du 8 octobre à l'appel de toutes les organisations syndicales de retraités (sauf la CFDT) et des associations.

Faisons la démonstration à ces occasions que nous sommes capables de revendiquer notre dû pour améliorer la vie quotidienne du plus grand nombre.

Michel CAMATTE

"ON MET UN TOGNON D'INSUE ET LES PAUVRES RESTENT PAUVRES"



**FÉDÉRATION NATIONALE
DES TRAVAILLEURS
DE L'ÉTAT**

263, rue de Paris
Case 541
93515 MONTREUIL Cedex
Tél. : 01 55 82 89 00
Fax : 01 55 82 89 01
E-mail : trav-etat@cgt.fr
N° CPPAP : 0321 S 06424

Obligée d'intervenir devant l'explosion du nombre grandissant de médicaments en rupture de stock, dont certains « à intérêt thérapeutique majeur », Agnès Buzyn a présenté cet été son plan censé lutter contre cette pénurie.

La ministre a ainsi présenté sa feuille de route avec comme objectif « mieux prévenir, gérer et informer patients et professionnels de santé » de ces pénuries. Mais pas question de contraindre, ni de sanctionner les laboratoires pris en faute. Elle préconise aussi de permettre au pharmacien le remplacement de médicaments indisponibles initialement prescrits et de favoriser les laboratoires à relocaliser leurs productions en Europe. Pour la Cgt, ces annonces de la ministre de la santé sont insuffisantes aux regards des enjeux de l'urgence de la situation.



L'Agence Nationale de Sécurité du Médicament (ANSM) a noté 868 signalements de tensions ou ruptures d'approvisionnements en 2019 (538 en 2018) dont les malades sont les premières victimes.

En France, les laboratoires Roche et Sanofi mènent la danse dans la politique du médicament. Ainsi l'usine Famarde Saint-Genis-Laval (métropole de Lyon), sous-traitance de Merck et Sanofi, est menacée de fermeture. Elle est pourtant la seule au monde à produire certains médicaments.

(Teralithe, Gardenal, Flagentyl notamment, pour lesquels il n'existe pas d'alternative).

Plusieurs patients vont être touchés, mais pour Sanofi qui continue de donner plus d'argent à ses actionnaires, la santé passe au second plan.

Un collectif de médecins vient de rejoindre l'association France ASSOS Santé (Regroupant patients, victimes, consommateurs et familles) pour que soit rapatrié en Europe la production des principaux médicaments actifs.

En attendant, les problèmes de pénurie demeurent donc sans aucune réelle réaction du gouvernement, qui s'ajoute d'ailleurs à la situation alarmante des services d'urgence, des maisons de retraites, etc.

La santé, notre système de protection sociale vont vraiment mal. La mobilisation est plus que jamais nécessaire.



▼ OBJECTIF DE LA RÉFORME DES RETRAITES

Nous ramener avant 1945 ou chacun devait trouver par lui-même les moyens de survivre et notamment par le biais des solidarités.

La réforme Macron /Delevoye c'est mettre en place une « règle d'or » avec blocage des ressources : en limitant à 14% du PIB la part des retraites (alors que le nombre de retraités va augmenter de 30% d'ici 2050) et équilibrer un système en fonction des

moyens et non des besoins et des droits, c'est le retour programmé à la pauvreté, à la précarité des personnes âgées.

C'est aussi une nouvelle gouvernance avec l'objectif de mettre en place une règle de pilotage automatique qui permettra de baisser le montant des pensions ou de retarder l'âge de départ en retraite, en fonction de l'espérance de vie et de la situation économique, sans avoir besoin de faire une nouvelle réforme...

▼ HOMMES ET FEMMES DANS LES USINES D'ARMEMENT : UN OUVRAGE INDISPENSABLE

/ Michel Lucot, membre du Bureau de l'IFHS-TE

Hommes et femmes dans les usines d'armement *Aux sources d'une conscience ouvrière éclatée.*

1914-1919

Ouvrage collectif

Édité par l'Institut Fédéral

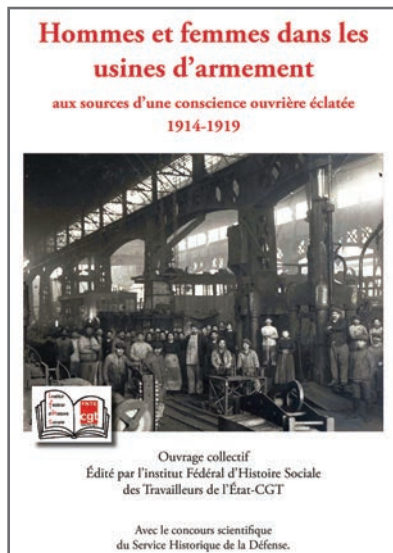
d'Histoire Sociale

des Travailleurs de l'État-CGT.

Cet ouvrage s'efforce de rendre compte de ce qu'ont vécu les femmes et les hommes venus du monde entier, travailler dans les arsenaux français durant la Grande Guerre.

La Grande Guerre fut un point de départ pour l'industrie et le monde ouvrier tout entier, mais aussi un moment clé de l'histoire des Travailleurs de l'État. C'est pourquoi, avec

l'aide de personnels du Service Historique de la Défense et de spécialistes des différents aspects



de la question, l'IFHS-TE-CGT a consacré quatre années de travail à étudier la vie ouvrière de cette période : conditions de vie et de travail, calcul de rémunérations et des rendements, modalités de l'action collective et syndicale.

L'ouvrage imprimé au Pôle Graphique de Tulle, édité à 1500 exemplaires, a été présenté au public et à la presse le 22 mai dernier. Ce livre est pour le P.G.T., une reconnaissance de son travail. Il participe de fait, à la pérennité de l'imprimerie. C'est une fierté pour notre Institut de l'avoir fait imprimer par nos camarades de Tulle.

Cet ouvrage, de près de 300 pages, est en vente au prix de 15 euros auprès de la FNTE ou de l'IFHS-TE.

▼ TRAVERSEZ LA RUE, DEVENEZ ACTIONNAIRE

/ Gilles Mur

Et oui, privé(e)s d'emplois, retraité(e)s, salarié(e)s exploité(e)s, devenez actionnaires et vous verrez vos profits s'envoler.

En effet, au deuxième trimestre 2019, les dividendes mondiaux ont battu un nouveau record : 463 milliards d'euros. La France est, avec 46 milliards d'euros, le champion d'Europe de la distribution. Il est vrai qu'avec un ancien de chez Rothschild à la tête du pays, c'est un juste retour des choses pour ceux qui l'ont porté au pouvoir.

Pendant ce temps-là, les entreprises ne veulent pas entendre parler ni d'investissements, ni d'une augmentation générale des salaires.

Pourtant, c'est bien ainsi que l'on pourra créer des emplois, maintenir et améliorer nos services publics de proximité, notre protection sociale, augmenter notre pouvoir d'achat et satisfaire nos revendications.

Plus que jamais, continuons le

combat contre ce gouvernement au service exclusif de la finance et du patronat.

Nous aurons, nous retraité(e)s, l'occasion de nous faire entendre lors des différentes manifestations aux côtés des salarié(e)s, des précaires, et des privé(e)s d'emplois.

LEÇON DE PÊCHE CHEZ LES RICHES...



▼ TRANSPORTS EN COMMUN

/ Marie FORNILI

Des débats publics s'installent sur la question des transports en commun « en accès libre ». Certaines mairies travaillent à contre-sens en augmentant les tarifs et en supprimant la gratuité pour les seniors.

Le développement des transports publics et leur facilité d'accès sont indispensables afin que les citoyens aient d'autre choix que la voiture, ce qui favoriserait l'action pour l'amélioration du climat. Notre UFR demande, entre autres, la gratuité des transports en commun pour tous les retraités(es). Ce qui est fait dans plusieurs villes ou territoires peut être fait dans d'autres communes.

▼ LE CETA :

UN DANGER POUR L'ENVIRONNEMENT

/ Gilles LE MIGNON

Le CETA, accord de libre-échange entre l'UE et le Canada a été voté le 23 juillet dernier.

Le texte a suscité le plus d'opposition d'élus de La REM depuis 2017. (Sur 301 élus de la majorité, 52 se sont abstenus, 9 s'y sont opposés).

Le mur se fissure un peu plus dans le clan de la République en Marche, et preuve est faite que ce traité accentue bien la crainte d'une aggravation du réchauffement climatique.

Le Président Macron qui prône lors du G7 des solutions communes internationales en matière de défense de l'environnement, n'est plus à une contradiction près.

En effet, ce traité de libre-échange avec le Canada va dans le sens inverse de ce qu'il faut faire pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre et sauver notre planète.

Plusieurs parlementaires se sont donc élevés contre ce texte qui risque d'ouvrir la porte à

des substances dangereuses par un abaissement des normes sanitaires.

Ce texte conforte les intérêts de nombreuses firmes américaines et canadiennes qui n'en demandaient pas tant pour gonfler leurs profits.

Que ce soit en matière sanitaire ou commerciale, l'Amérique de Trump, qui n'a que faire de l'environnement, s'assoit sans vergogne sur les règles et principes.

Oui, ce traité est dangereux pour notre santé, alors que l'on sait que

les bovins canadiens sont nourris aux farines animales (Interdites en France) ou dopés aux antibiotiques.

D'autre part, le CETA met en concurrence deux modèles agricoles qui ne jouent pas à armes égales et la forte baisse des barrières tarifaires va affecter de plein fouet le secteur agricole.

En ratifiant ce traité, Macron donne carte blanche aux multinationales et porte la responsabilité d'aggraver encore plus le réchauffement climatique.



▼ COORDONNÉES

MAILS ET TÉLÉPHONES DES MEMBRES DU CONSEIL NATIONAL UFR

BESSION Christian : cbess@sfr.fr Tél : 06 72 76 92 88

CAMATTE Michel : micalagarde@yahoo.com Tél : 06 42 12 06 03

FORNILI Marie : mariefornili.mf@gmail.com Tél : 06 24 24 30 68

HAMELIN Jean-Claude : hamelinje@orange.fr Tél : 06 42 29 69 39

LE LARDIC Jean-Marc : jmllelardic@orange.fr Tél : 06 87 30 46 77

LE MIGNON Gilles : gilles.lemignon@wanadoo.fr Tél : 06 98 28 92 13

LUCOT Michel : michel.lucot19@orange.fr Tél : 06 87 43 20 93

MORICEAU Éric : ericmoriceau44@orange.fr Tél : 06 72 14 14 20

MUR Gilles : gilles.mur@wanadoo.fr Tél : 06 76 58 43 30

PICOT Marcel : marcel50470@outlook.fr Tél : 06 03 02 88 95

PRAUCA Jacques : prauca.jacques@orange.fr Tél : 07 86 04 15 25

RUELLÉ Régis : regis.ruelle@wanadoo.fr Tél : 06 44 15 03 50

Ces camarades sont à votre disposition pour d'éventuelles questions sur les différents sujets touchant l'ensemble des retraités(es) de notre Fédération.